

Cote du document: EB 2018/LOT/P.24
Date: 22 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel en faveur de la République turque pour le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh

Directrice de pays de la
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Lenyara Fundukova

Chargée d'appui au programme
téléphone: +39 06 5459 2686
courriel: l.fundukova@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Performance de l'exécution du projet	2
B. Zone géographique, groupes cibles et durée du projet	4
C. Composantes/résultats	4
D. Bénéfices, coûts et financement	5
III. Risques liés à l'exécution des activités additionnelles financées	7
A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation: projet initial et financement additionnel	7
B. Catégorie environnementale et sociale: projet initial et financement additionnel	8
C. Classification du risque climatique: projet initial et financement additionnel	8
IV. Exécution	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi-évaluation, gestion des savoirs et apprentissage	9
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du projet	10
V. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VI. Recommandation	10
Appendices	
I. Project cost tables	1
II. Logical framework	2

Sigles et acronymes

DGF	Direction générale des forêts
DSI	Direction générale des travaux publics hydrauliques
MRWRP	Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat
TREI	Taux de rentabilité économique interne

Carte de la zone du projet

République turque

Projet de remise en état du bassin versant du
fleuve Murat

Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 30-07-2018

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel en faveur de la République turque pour le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

Proposition de financement additionnel en faveur de la République turque pour le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration est invité à approuver un financement additionnel, consistant en un prêt à des conditions ordinaires de 8,2 millions d'USD (avec un différé d'amortissement de cinq ans) en faveur du Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat (MRWRP). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2013 avec l'attribution d'un prêt de 27,66 millions d'USD et d'un don de 0,43 million d'USD. Conformément à l'évaluation positive issue de l'examen à mi-parcours du MRWRP réalisée en septembre 2017 et aux accords conclus avec le gouvernement, la République turque a présenté le 18 juin 2018 au FIDA une demande officielle de financement additionnel d'un montant de 8,2 millions d'USD et une prolongation de la durée du projet. L'objectif sera de répondre à la forte demande de services au titre du projet suite à son exécution réussie, pour permettre à 15 000 personnes supplémentaires de bénéficier du projet et renforcer encore la durabilité des avantages pour l'ensemble des communautés ciblées dans les villages des hautes terres dans les provinces de Bingöl, d'Elaziğ et de Muş. La date d'achèvement du projet est fixée au 31 mars 2020 et celle de clôture au 30 septembre 2020. À la faveur de la présente proposition de financement additionnel, ces dates seront reportées de deux ans pour s'établir au 31 mars 2022 et au 30 septembre 2022 respectivement.

B. Description du projet initial

2. Le MRWRP est le neuvième investissement du FIDA en Turquie. L'objectif général du projet est de réduire la pauvreté rurale parmi les communautés vulnérables qui vivent dans les hautes terres du bassin versant du fleuve Murat. Cet objectif sera atteint en inversant le processus de dégradation de la base de ressources naturelles et en augmentant les revenus, tout en facilitant l'apparition, au sein des communautés bénéficiaires, d'un fort sentiment d'appropriation afin d'assurer la durabilité des investissements. La couverture géographique du projet correspond aux parties vallonnées du bassin versant du fleuve Murat dans les districts et villages de hautes terres des provinces de Bingöl, d'Elaziğ et de Muş en Anatolie orientale. Le projet s'articule autour de trois composantes conçues pour se renforcer mutuellement afin de maximiser l'impact: i) gestion des ressources naturelles et de l'environnement; ii) investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux; iii) investissements dans l'amélioration des moyens d'existence. La cible visée au moment de la conception comprenait 12 000 ménages, soit environ 80 000 personnes. La zone cible du projet comprend une centaine de microbassins versants de différentes tailles, avec des niveaux variables en ce qui concerne la dotation en ressources naturelles, leur dégradation et la proximité de grandes zones de peuplement. Il était prévu au départ de sélectionner environ 25 microbassins versants pour l'exécution du projet dans la zone cible. Les

plans de microbassins versants réalisés avec la participation de tous les villages des bassins versants constituent le principal instrument proposé par l'exécutant du projet (la Direction générale des forêts [DGF] du Ministère des eaux et des forêts) pour déterminer les priorités en matière d'investissement.

II. Justification du financement additionnel

3. Combiné à la prolongation de deux ans du projet, le financement additionnel permettra de créer six autres plans de microbassins, élargissant ainsi de 15 000 le nombre de bénéficiaires. La dernière mission de supervision du projet a confirmé qu'il était opportun de mettre en œuvre de nouveaux plans de microbassins grâce au financement additionnel proposé par le FIDA sous forme de prêt. À cette fin, des premières mesures ont déjà été prises pour créer deux plans de microbassins additionnels, qui pourraient être achevés d'ici à la fin de l'année, afin que les investissements puissent être effectués dès le début de l'année 2019.
4. Les interventions menées au titre du projet pourront ainsi générer des changements encore plus profonds en accélérant les efforts visant à renforcer la gestion des investissements par les personnes et au niveau des villages, à augmenter leur viabilité commerciale, à accroître l'inclusion et à renforcer la mobilisation des compétences agricoles et hydrologiques. Cela permettra également de renforcer encore l'impact et la viabilité à long terme du projet en consolidant davantage la stratégie de retrait. Il s'agit là d'une occasion importante de mettre davantage l'accent sur la gestion inclusive et productive des ressources naturelles (notamment de l'eau pour l'élevage et l'irrigation), mais aussi sur les pâturages et la production de fourrage, les serres, la production de légumes en plein air et les vergers. De nombreuses activités du projet sont déjà exécutées dans ce domaine, mais des efforts supplémentaires devraient être consentis pour apporter aux plans de microbassins additionnels et aux sous-plans au niveau des villages des stratégies de gestion à plus long terme, de manière à compléter l'accent mis sur l'investissement pour les plans. Cela permettra de mieux utiliser, par exemple, les possibilités hydrologiques offertes par les activités de boisement et renforcera l'appropriation au niveau des villages. De même, la prolongation de la durée du projet permettra de renforcer la mise en œuvre ainsi qu'une gestion entrepreneuriale des investissements, tout en laissant le temps de réaliser des études de marché plus approfondies pour évaluer les nouvelles possibilités de commercialisation. Enfin, il convient de noter que le projet initial et les activités menées dans le cadre du financement additionnel proposé appuient directement les deux objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays pour la période 2016-2021: i) améliorer l'accès aux marchés des petits exploitants productifs pauvres, et ii) intégrer la gestion durable des ressources naturelles dans tous les aspects de la production agricole dans les hautes terres, et accroître la résilience face aux changements climatiques des hautes terres.

A. Performance de l'exécution du projet

5. La récente mission de supervision entreprise conjointement par le FIDA et le Gouvernement turc en septembre 2018 a jugé satisfaisante la performance du projet et remarquable l'efficacité de son exécution. Elle a en particulier noté le degré élevé d'engagement et de capacité de l'équipe d'exécution du projet de la DGF à obtenir les produits escomptés.
6. Des progrès significatifs ont été enregistrés pour l'ensemble des principaux indicateurs, aussi bien en ce qui concerne les produits matériels que les activités de planification et de décaissement en lien avec les microbassins versants. Au 31 août 2018, le taux de décaissement du prêt était de 87,5%. Des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne les produits matériels, atteignant 14 800 ménages bénéficiaires (119% de de la cible fixée à la préévaluation) et quelque 81 000 bénéficiaires directs et indirects (101% de la cible fixée à la préévaluation),

dont 49% de femmes et 39% de jeunes (plus de précisions sont fournies à l'appendice II).

7. Les investissements du projet dans les ressources naturelles financés par le Gouvernement même sont sur le point d'être achevés dans 26 microbassins versants (l'objectif étant à 25, le taux de réalisation atteint 105%), pour une superficie totale d'environ 266 000 hectares et impliquant 191 villages. Avec 16 154 hectares consacrés à la conservation des sols et à la lutte contre l'érosion et 3 818 hectares au boisement, les cibles du projet dans ces domaines ont été atteintes à 179 et 127% respectivement. Les activités ont généralement été exécutées avec un haut niveau d'efficacité et de qualité technique et ont été jugées satisfaisantes ou très satisfaisantes lors de la dernière mission de supervision.
8. L'installation d'un système d'irrigation au goutte-à-goutte moderne équipé de commandes automatisées et de vannes intelligentes et la construction d'un entrepôt frigorifique dans la pépinière de la DGF à Altinova, toutes deux financées par le FIDA en 2017, sont maintenant achevées. L'investissement de 900 000 liras turques (TRY) provenant du prêt du FIDA a généré une augmentation de la production de jeunes plants (principalement pour le boisement) estimée à 30%. Cet investissement a eu un impact notable sur l'emploi, avec la création de 125 emplois en équivalent temps plein, dont 70% sont occupés par des femmes.
9. Les investissements dans l'amélioration des moyens d'existence dans les 26 microbassins versants progressent comme prévu. Le projet a permis d'achever les travaux de construction pour l'amélioration de 374 granges (75% de la cible), comme révisé lors de l'examen à mi-parcours, et répond efficacement à la demande d'investissements pour les serres. Avec 162 unités achevées à ce jour, couvrant 3,9 hectares, et les 20 unités supplémentaires qui seront installées avant l'hiver, 84% du budget alloué ont été décaissés, atteignant ainsi 73% de la cible matérielle révisée lors de l'examen à mi-parcours. En ce qui concerne l'implantation de vergers sur des terres privées, la cible a là aussi été largement dépassée (365 hectares achevés, soit 201% de la cible), mais ces vergers ne sont pas encore entrés dans le cycle de production. Les treillis de vignoble mis en place dans le cadre du projet donnent déjà des résultats: le rendement des vignobles a augmenté de plus de 50% et les revenus de chaque ménage sont passés de 2 000 à 3 000 TRY. Le projet a également permis de remettre en état et de moderniser de petites structures d'irrigation, avec l'achèvement de 58 réservoirs en béton (23% de la cible) et de 19 kilomètres de canalisations (76% de la cible), améliorant ainsi les revenus des agriculteurs dans 920 hectares des zones d'intervention. Dans l'ensemble, le projet promeut une plus grande égalité des sexes en atteignant les femmes rurales pauvres grâce à des investissements spécifiques qui correspondent largement à leurs priorités et à leurs intérêts.
10. L'isolation des maisons des villages et la mise en place de fourneaux économes en énergie pour la cuisson/le chauffage et de chauffe-eau solaires sont largement plébiscitées par les bénéficiaires. Au total, 625 maisons ont été isolées, soit 373% de la cible initiale, et plus de 3 000 chauffe-eau solaires et 1 000 fourneaux économes en énergie ont été distribués. Les données recueillies sur le terrain révèlent un impact positif sur les moyens d'existence ainsi qu'une réduction de la consommation de combustible de l'ordre de 40 à 50% dans les maisons isolées et de 30 à 35% pour les fourneaux économes en énergie. Il en résulte une réduction de la charge de travail des femmes dans la récolte du bois de chauffage et une diminution de la pression sur les ressources forestières.
11. L'une des principales réalisations qualitatives du projet a été la mise en place de la nouvelle plateforme de dialogue fournie par le processus de planification des microbassins versants, au cours duquel la DGF et les communautés villageoises forestières ont discuté et finalement convenu des mesures de lutte contre l'érosion des sols et des interventions connexes d'appui aux moyens d'existence. Cette

interface constitue une innovation importante qui pourrait permettre une meilleure compréhension mutuelle des différentes positions et contraintes, ainsi que la mise en place d'interventions mieux adaptées qui amélioreraient à fois la lutte contre l'érosion des sols et les moyens d'existence des agriculteurs. Auparavant, la lutte contre l'érosion des sols – en particulier les mesures de reboisement telles que l'enclosure et la mise en défens des terres – engendrait parfois du ressentiment et des conflits avec villages voisins. Dans le cadre de ce processus, la DGF a acquis des compétences pour intégrer dans ses activités de boisement les questions relatives aux moyens d'existence et à l'agriculture, ce qui a permis de renforcer leur impact sur le développement et de réduire les conflits.

12. Les investissements dans les ressources naturelles et dans l'amélioration des moyens d'existence se sont avérés solides sur le plan technique et montrent l'acquisition tout au long du projet d'une bonne capacité à identifier et mettre en œuvre un large éventail d'activités pertinentes. En outre, le projet a joué un rôle de catalyseur en incitant d'autres partenaires à participer à la mise en œuvre des activités prévues dans les plans villageois qui ne relevaient pas de sa compétence. La collaboration avec la Direction générale des travaux publics hydrauliques (DSI) est considérée comme un résultat majeur des efforts déployés par la DGF pour catalyser les investissements dans les zones du projet, ce qui a permis d'accroître la production et les revenus. Ce partenariat a déjà débouché sur le financement parallèle de systèmes d'irrigation pour les plans de microbassins versants dans la province de Muş, mais il doit faire l'objet d'un suivi ultérieur de la part de la DGF afin de garantir la disponibilité en temps opportun du financement parallèle de la DSI pour les autres provinces. Il en a résulté un effet de levier potentiel de financements parallèles d'un montant supérieur à 30 millions d'USD pour le développement d'infrastructures d'irrigation dans les 24 microbassins versants ciblés par le projet.

B. Zone géographique, groupes cibles et durée du projet

13. Les petits exploitants pauvres, hommes et femmes, habitant des villages des hautes terres dans un certain nombre de microbassins versants choisis dans les provinces de Bingöl, d'Elazığ et de Muş constitueront le principal groupe cible du MRWRP. Le projet initial avait pour cible 80 000 bénéficiaires directs. Le projet visait aussi, comme bénéficiaire secondaire, l'ensemble de la population vivant en aval des microbassins versants appuyés par le projet. Le financement additionnel proposé permettra au projet d'atteindre quelque 15 000 bénéficiaires directs supplémentaires ayant le même profil de pauvreté que le groupe cible actuel, dans les trois mêmes provinces. Le report proposé de la date de clôture du projet du 30 septembre 2020 au 30 septembre 2022 permettra d'assurer la prolongation de l'appui à la stratégie de retrait et, partant, la durabilité des avantages pour les bénéficiaires du projet initial.

C. Composantes/résultats

14. Le projet comprend trois composantes: i) gestion des ressources naturelles et de l'environnement (consultations, autonomisation et planification); ii) investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux (terre, eau et végétation); iii) investissements dans l'amélioration des moyens d'existence, permettant aux communautés des hautes terres de maintenir les améliorations des ressources naturelles et d'en bénéficier.
15. La composante gestion des ressources naturelles et de l'environnement doit avoir pour résultat de forger une communauté sensibilisée à l'environnement et capable de planifier et de gérer la remise en état et l'utilisation des ressources naturelles. La composante vise principalement à soutenir les efforts déployés par les institutions publiques pour que la planification et la gestion soient davantage axées sur les personnes, et pour intégrer l'appropriation et la durabilité dans l'ambitieux programme d'investissements dans le boisement et la lutte contre l'érosion dans

les parties supérieures des bassins versants de la Turquie orientale. L'élément central du projet consiste en l'élaboration, la négociation, la préparation et l'exécution de plans de microbassins versants viables et reproductibles. Le projet promeut des modalités de cogestion participative au titre desquelles les stratégies relatives aux moyens d'existence des communautés villageoises sont alignées sur l'utilisation durable et l'amélioration des ressources naturelles publiques ou partagées.

16. Les résultats attendus de la composante investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux sont la réduction de l'érosion, l'amélioration de la couverture végétale et un débit hydrique régulier. Les investissements consentis au titre de cette composante concernent: i) la conservation du sol, y compris par des barrages régulateurs; ii) la remise en état des forêts dégradées; iii) le développement de pépinières publiques; iv) la remise en état et la gestion durable des pâturages et des terrains de parcours dégradés; v) des structures où le bétail pourra s'abreuver, suivant les plans établis pour les microbassins versants.
17. La composante investissements dans l'amélioration des moyens d'existence doit avoir pour résultat une amélioration des conditions de vie par le biais de l'appui à des activités de culture et d'élevage à petite échelle sur des terres privées.
18. La plupart des activités concernent indifféremment les deux sexes, et tous les membres des ménages en retireront des avantages. Toutefois, compte tenu des rôles traditionnels dévolus par la société aux deux sexes dans les villages, certaines activités ciblent principalement les femmes (économies d'énergie et horticulture) et d'autres les hommes (élevage, lutte contre l'érosion et travaux publics loin du foyer). Le processus de planification prend en compte ces disparités entre les sexes afin de veiller à ce que les activités aient un effet positif sur les femmes, et le suivi et les enquêtes sociales sont particulièrement attentifs aux changements dans la charge de travail des femmes et aux avantages qu'elles retirent du projet.
19. Le financement additionnel proposé ne prévoit pas de modification substantielle des activités et composantes/effets directs initiaux du projet. Ce qui est prévu, c'est leur extension à d'autres zones géographiques et bénéficiaires directs.

D. Bénéfices, coûts et financement

Coût du projet: projet initial et financement additionnel

20. Le projet a démarré en 2013, avec un coût total de 38,51 millions d'USD. Au cours de la période d'exécution du projet, le Gouvernement a augmenté de 8,8 millions d'USD sa contribution et ses investissements complémentaires pour les activités du MRWRP (passant de 8,4 millions d'USD initialement prévus à un total estimé à 17,2 millions d'USD à mi-parcours). Le coût total du projet s'est donc élevé à 47,90 millions d'USD. Le financement additionnel proposé portera le coût total du projet à 61,50 millions d'USD, la répartition proportionnelle des coûts entre les trois composantes demeurant quasiment inchangée.

Stratégie et plan de financement/cofinancement du projet: projet initial et financement additionnel

21. Le projet est actuellement financé par un prêt de 27,66 millions d'USD et un don de 430 000 USD (58,6% du coût total du projet) accordés par le FIDA, tandis que la contribution du Gouvernement s'élève à 17,2 millions d'USD (35,9% du coût total du projet). Les principaux bénéficiaires (les paysans participants de la zone du projet) apportent la somme de 2,7 millions d'USD (5,6%). À la faveur de la présente proposition de financement additionnel, le projet sera financé par un prêt de 35,86 millions d'USD et un don de 430 000 USD (59,0% du coût total du projet) accordés par le FIDA, tandis que la contribution du Gouvernement s'élèvera à

21,56 millions d'USD (35,1% du coût total du projet). Un montant de 3,66 millions d'USD (5,6%) sera fourni par les principaux bénéficiaires.

Tableau 1
Coût du projet par composante et source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Budget et taxes du Gouvernement		Bénéficiaires		Prêt du FIDA		Budget et taxes du Gouvernement		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Gestion des ressources naturelles et de l'environnement	2 395	67,8	315	8,9	466,4	6,6	-	-	300	8,5	54,3	0,8	-	-	3 530	5,7
2. Investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux	6 681	29,2	-	-	11 252,5	24,6	-	-	1 711	7,5	3 208,5	7,1	-	-	22 853	37,2
3. Investissements dans l'amélioration des moyens d'existence	17 504	53,9	-	-	5 334,3	8,2	2 664	8,2	5 099	5,7	904,9	1,4	992	3,1	32 498	52,8
4. Unité Opérations	1 081	41,2	115	4,4	131,6	2,5	-	-	1 090	1,6	205,9	4,0	-	-	2 624	4,3
Total	27 661	45,0	430	0,7	17 184,8	14,0	2 664	4,3	8 200	3,3	4 373,6	3,6	992	1,6	61 505	100,0

Profil et plan de décaissement: projet initial et financement additionnel

22. Au cours de l'année d'achèvement initiale du projet (2019), le décaissement devrait s'élever à 2,70 millions d'USD. Le décaissement du financement additionnel proposé et de la contribution du Gouvernement devrait s'effectuer rapidement, avec un décaissement total prévu de 9,3 millions d'USD en 2019, de 4,9 millions d'USD en 2020 et de 2,1 millions d'USD au cours de l'année d'achèvement du projet, en 2021.

Résumé des avantages et analyse économique: projet initial et financement additionnel

23. L'analyse économique initiale a démontré les avantages résultant de la remise en état des ressources naturelles et des mesures de lutte contre l'érosion découlant de la réduction de l'érosion, mesurée en termes de réduction des pertes de sol causées par les inondations et les glissements de terrain, ainsi que l'avantage supplémentaire lié aux emplois à court terme fournis chaque année par l'embauche de villageois pour les travaux de boisement et de conservation des sols. Les avantages procurés par les investissements consacrés à l'amélioration des moyens d'existence découleront des activités générant des revenus ou réduisant les dépenses pour la production agricole et l'élevage, ainsi que de la réduction des dépenses des ménages. Cette diminution sera principalement réalisée par le biais des investissements dans les technologies économes en énergie et les sources d'énergie de substitution.
24. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) global a été estimé à 8% sur 20 ans. L'analyse économique et financière a de nouveau été entreprise, l'accent étant porté sur l'ensemble des coûts et avantages du projet. Onze modèles financiers indicatifs ont été identifiés pour démontrer la viabilité financière des investissements, et tous les modèles ont produit des indicateurs de rentabilité positifs. Le TREI global du projet est estimé à 17,8% pour le scénario de référence.

L'analyse de sensibilité montre la robustesse du projet face à une augmentation de ses coûts et à une diminution de ses avantages.

Durabilité

25. Le Gouvernement turc est capable de concevoir et d'exécuter efficacement des travaux remédiant à la sévère dégradation des bassins versants dans les hautes terres de la région orientale du pays, et d'améliorer ainsi les moyens d'existence des communautés pauvres. Le MRWRP s'insère dans les structures publiques existantes, dont le bon fonctionnement assurera la durabilité du projet. Des approches participatives approfondies et des incitations en termes d'investissements sont intégrées à la conception du projet au titre de la composante relative aux moyens d'existence pour garantir un changement volontaire et progressif du comportement des communautés en matière de gestion des ressources naturelles partagées, brisant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation des ressources naturelles.
26. La durabilité des avantages du projet dépend dans une large mesure de la capacité institutionnelle et des compétences acquises grâce aux interventions du projet et pendant son exécution. Les capacités ont déjà été considérablement renforcées au sein des équipes de planification des microbassins versants au niveau local et au sein de la DGF. Cette dernière a bénéficié d'un renforcement institutionnel considérable grâce au projet, qui lui permet notamment de travailler efficacement et en étroite coordination entre Ankara et le terrain et de collaborer activement avec les villages forestiers. L'implication d'organismes publics spécialisés tels que la DSI garantit la pérennité de l'infrastructure fournie. La dernière mission de supervision a fortement insisté sur l'importance de ce point dans la stratégie de retrait et a émis des recommandations stratégiques pour en assurer la durabilité. Il convient de noter que la récente fusion de la DGF, de la DSI et de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage permet d'utiliser le projet en tant que projet pionnier/pilote pour exploiter le potentiel de synergies résultant de cette fusion. Dans ce contexte, le financement additionnel proposé offrira une occasion importante d'accroître à la fois la durabilité et l'accent mis sur la gestion inclusive et productive des ressources naturelles.
27. La durabilité des avantages du projet dépend également de la consolidation des capacités des bénéficiaires à exploiter et à gérer comme une entreprise les investissements relatifs aux moyens d'existence, , notamment la capacité à mettre en œuvre une gestion durable des parcours, de bonnes pratiques agronomiques, la qualité des produits et des stratégies commerciales pour obtenir un accroissement de la valeur et des bénéfices. Le financement additionnel contribuera à cette consolidation.

III. Risques liés à l'exécution des activités additionnelles financées

A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation: projet initial et financement additionnel

28. Les principaux risques potentiels associés au financement additionnel proposé sont les mêmes que ceux du projet initial, notamment: une stagnation macroéconomique et un déclin après plusieurs années de forte croissance; des événements extrêmes et des catastrophes naturelles; une réduction d'échelle de l'ambitieux programme national de remise en état des terres; et un désengagement du Gouvernement des politiques en faveur des pauvres et axées sur la réduction des disparités régionales des revenus. Les perspectives de poursuite de la croissance économique demeurent, malgré les importantes difficultés constatées récemment dans l'évolution de la situation financière. On s'attend à ce que les politiques progressistes existantes en matière de gestion des forêts et des ressources naturelles continuent à être améliorées et appliquées. La

Turquie est résolue à faire face au problème de l'état de dégradation des terres forestières dans les microbassins versants des zones montagneuses orientales et des poches inhérentes de pauvreté relativement extrême. La conservation de ces microbassins versants est également hautement prioritaire pour le gouvernement, car ce sont des affluents du fleuve Murat, lequel constitue une source importante d'énergie hydroélectrique. Les progrès et les réformes sociopolitiques des dernières années semblent solides. Les catastrophes naturelles, et notamment les tremblements de terre, sont bien connues en Turquie orientale et ont un impact négatif sur les populations et les infrastructures, mais le pays possède une capacité de préparation confortée par l'expérience et se trouve en mesure d'en minimiser l'impact.

B. Catégorie environnementale et sociale: projet initial et financement additionnel

29. Le projet avait d'abord été classé dans la catégorie B. Des missions de supervision successives ont reconnu que les activités entreprises avaient permis d'améliorer les conditions de vie de la population locale, d'adopter des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, de réduire l'érosion des sols et de développer et gérer durablement les ressources naturelles. L'impact positif du projet sur l'environnement sera renforcé par de nouvelles activités supplémentaires, qui appliquent la même méthodologie et la même approche. Par conséquent, le projet demeure dans la catégorie environnementale et sociale B.

C. Classification du risque climatique: projet initial et financement additionnel

30. Le risque climatique du projet est jugé modéré. Le projet est conçu pour contribuer à réduire la vulnérabilité des populations rurales pauvres aux risques climatiques par la gestion des ressources naturelles, la réduction des risques d'inondation, l'amélioration de l'accès à l'eau pendant la saison sèche et la promotion des technologies économes en énergie. Ces activités contribuent à la mise en œuvre de la politique nationale sur les changements climatiques, qui comprend notamment – outre les contributions prévues déterminées au niveau national – le Dixième plan national de développement et la Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques. Il convient de noter que le processus de planification des microbassins versants élaboré avec succès dans le cadre du projet contribue directement à l'amélioration des pratiques de planification, conformément à la Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

31. Le projet initial est conforme à toutes les stratégies et politiques pertinentes du FIDA en vigueur au moment de sa conception, notamment: le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015; la Politique de ciblage du FIDA en faveur des ruraux pauvres; le Plan d'action 2003-2006 sur l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du FIDA; l'engagement du FIDA auprès des pays à revenu intermédiaire; la Stratégie du FIDA concernant les changements climatiques; la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA; et la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution. La conception des activités au titre du financement additionnel proposé est davantage conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA.

B. Cadre organisationnel

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance: projet initial et financement additionnel

32. Dans le cadre du projet en cours, la DGF du Ministère de l'agriculture et des forêts est responsable de l'exécution au niveau central à Ankara, au niveau régional à Elazığ ainsi qu'au niveau provincial. Des unités opérationnelles chargées d'appuyer l'exécution sur le terrain ont été mises en place au sein de la DGF, à Ankara et à Elazığ. Des équipes de planification et de facilitation sont recrutées dans le secteur privé. Un comité de pilotage agissant à l'échelon central est chargé des orientations et de la supervision générales, notamment de l'approbation du plan de travail et budget annuel.
33. Lors des deux dernières missions de supervision, la qualité de la gestion financière a été jugée plutôt satisfaisante. La dernière mission de supervision, effectuée en septembre 2018, a permis de confirmer l'efficacité des mécanismes de contrôle interne du projet. La mission a jugé le taux de décaissement satisfaisant. Quelques domaines susceptibles d'être améliorés ont été identifiés pour renforcer les modalités de gestion financière.
34. Les risques identifiés lors de la mission de supervision seront atténués par: l'actualisation du manuel d'exécution du projet; la mise à niveau du logiciel de comptabilité utilisé (couplée à une maintenance régulière); un contrôle budgétaire efficace; et la préparation des rapports/états financiers conformément à des normes comptables acceptables telles que les principes de la comptabilité de caisse énoncés par le Bureau des Normes comptables internationales pour le secteur public.
35. Le compte désigné recevant actuellement les fonds correspondant aux prêts du FIDA sera maintenu et servira également à recevoir les fonds du financement additionnel. Pour assurer le suivi des recettes et des dépenses et transactions, et permettre un rapprochement exact du compte désigné et des comptes du projet, on établira des grands livres de manière à comptabiliser les recettes et les dépenses séparément pour chaque source de financement.
36. Les procédures nationales énoncées dans la loi sur la passation des marchés publics seront suivies tant qu'elles sont compatibles avec les directives du FIDA en la matière. Pour la fourniture d'une assistance technique et des services de spécialistes techniques, les directives appliquées sont celles du FIDA. Pour chacun des contrats à financer sur les fonds mis à disposition par le FIDA, les types de méthodes de passation des marchés, la nécessité de procéder à une sélection préalable ou a posteriori, l'estimation du coût, l'examen préalable des besoins et le calendrier sont convenus entre l'emprunteur et le FIDA dans le cadre du plan annuel de passation des marchés. En termes de gouvernance, toutes les transactions financières et matérielles du projet relèveront du solide cadre de gouvernance en vigueur en Turquie et seront conformes aux rigoureuses exigences du FIDA en matière de transparence et d'intégrité. Plusieurs mesures de bonne gouvernance sont intégrées au projet, et il faudra notamment: i) prendre toutes les dispositions nécessaires pour créer et entretenir un contexte libre de toute corruption pour les activités conduites au titre du projet; ii) instaurer, maintenir et garantir le respect des procédures et contrôles internes pour les activités conduites au titre du projet, conformément aux normes internationales concernant les meilleures pratiques; iii) assurer la conformité avec la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. Ce cadre organisationnel s'est avéré fiable et efficace, et aucune modification n'est prévue au titre du financement additionnel proposé.

C. Suivi-évaluation, gestion des savoirs et apprentissage

37. Le système de suivi-évaluation (S&E) porte à la fois sur la performance et sur l'impact. Toutes les données de S&E sont ventilées par sexe, par âge et par

province. Les indicateurs du cadre logique, combinés à un certain nombre d'indicateurs issus des plans des microbassins versants, constituent la base du système de suivi. Le personnel de la DGF réalise l'évaluation de l'impact de différentes techniques et approches. Cette démarche permet la collecte et le partage des savoirs au sein de la DGF ainsi qu'à un niveau plus général, national et international. Pour le Ministère de l'agriculture et des forêts, les principaux enseignements seront tirés de la mise en place d'un système de collaboration avec les communautés des hautes terres pour la cogestion des ressources. Les processus de planification et de gestion des microbassins versants font l'objet d'une documentation qui sera utilisée pour la reproduction dans d'autres régions. Des ateliers annuels de planification offrent une enceinte pour la présentation des enseignements tirés de l'expérience et la détermination des domaines prometteurs en matière de production de savoirs.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du projet

38. Le financement additionnel proposé impliquera des modifications à l'accord de financement du projet de manière à: i) inclure le financement additionnel du prêt d'un montant équivalent à 8,2 millions d'USD; ii) reporter de deux ans les dates d'achèvement et de clôture du projet; iii) tenir compte du financement additionnel dans le tableau de répartition du financement.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

39. Un accord de financement du projet modifié entre la République turque et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti à l'emprunteur.
40. La République turque est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

42. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République turque un prêt additionnel à des conditions ordinaires d'un montant de huit millions deux cent mille dollars des États-Unis (8 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Project cost tables

Project costs by expenditure category and financier (Thousands of US\$)

Republic of Turkey
Murat River Watershed Rehabilitation Project
Disbursement Accounts by Financiers

(US\$ '000)

	IFAD Loan 1		IFAD Grant		Gov: Budget_1		GOVT: Taxes_1		Benefici aries_1		IFAD Loan 2		Gov_B udget_2		GOVT: Taxes_2		Benefici aries_2		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Civil works																				
1. Civil Works to improve degraded land	11,056	36.9	-	-	8,015	26.7	3,710	12.4	125	0.4	3,512	11.7	2,459	8.2	1,074	3.6	39	0.1	29,990	48.8
Subtotal Civil works	11,056	36.9	-	-	8,015	26.7	3,710	12.4	125	0.4	3,512	11.7	2,459	8.2	1,074	3.6	39	0.1	29,990	48.8
B. Vehicle, Equipment and Goods																				
1. Most vehicles, equipment and goods	10,980	48.3	-	-	1,705	7.5	2,596	11.4	2,539	11.2	3,361	14.8	-	-	593	2.6	953	4.2	22,727	37.0
2. Energy saving equipment and materials	205	82.0	-	-	-	-	45	18.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250	0.4
Subtotal Vehicle, Equipment and Goods	11,185	48.7	-	-	1,705	7.4	2,641	11.5	2,539	11.0	3,361	14.6	-	-	593	2.6	953	4.1	22,977	37.4
C. Technical Assistance, Training, Studies and Workshops	4,630	74.7	430	6.9	126	2.0	338	5.4	-	-	572	9.2	-	-	102	1.7	-	-	6,197	10.1
D. Recurrent Costs																				
1. Salaries	399	29.0	-	-	126	9.2	0	-	-	-	713	51.8	12	0.9	126	9.1	-	-	1,376	2.2
2. Other operating costs	391	40.5	-	-	515	53.4	8	0.8	-	-	43	4.4	-	-	8	0.8	-	-	965	1.6
Subtotal Recurrent Costs	790	33.7	-	-	641	27.4	8	0.3	-	-	756	32.3	12	0.5	133	5.7	-	-	2,341	3.8
Total PROJECT COSTS	27,661	45.0	430	0.7	10,488	17.1	6,697	10.9	2,664	4.3	8,200	13.3	2,471	4.0	1,903	3.1	992	1.6	61,505	100.0

Project costs by expenditure category and component (Thousands of US\$)

	Natural Resource and Environmental Management	Investments in Natural Resources and Environmental Assets	Investments in Improved Livelihood	Operations Unit	Total	
I. Investment Costs						
A. Civil Works						
Civil Works	-	-	22,087.9	7,902.2	-	29,990.1
B. Vehicle Rental	582.5	-	-	-	45.0	627.5
C. Equipment and Goods	133.7	-	250.0	21,925.3	40.5	22,349.5
D. Technical Assistance						
1. Technical assistance	-	2,306.5	-	439.6	-	2,746.1
2. Contracted staff	-	-	-	2,016.0	-	2,016.0
3. Studies	-	157.5	-	-	555.0	712.5
Subtotal Technical Assistance	-	2,464.0	-	2,455.6	555.0	5,474.6
E. Training and Workshops	-	350.0	-	-	372.5	722.5
Total Investment Costs	716.2	3,530.2	22,337.9	32,283.2	1,013.0	59,164.3
II. Recurrent Costs						
A. Salaries and Allowances	-	-	-	100.0	1,556.3	1,656.3
B. Other Operating Costs	-	-	515.5	114.5	54.6	684.6
Total Recurrent Costs	-	-	515.5	214.5	1,611.0	2,340.9
Total PROJECT COSTS	716.2	3,530.2	22,853.4	32,497.6	2,624.0	61,505.2

Logical framework

Results	Indicators					Means of Verification			Assumptions		Additional Target	
	Name	C.I	Baseline	MTR	End Target	Progress 30/07/18	Revised target (with add. financing)	Source	Frequency	Responsibility		
Outreach	Number of persons receiving services promoted or supported by the project (80,000 women, 65,600 men)	1	0	-	145,600	81,004	160,600	Project M&E system	Quarterly	OGM with CEM		15,000
Goal: Rural poverty is reduced in the targeted provinces of the Murat river watershed (Muş, Elazığ, and Bingöl).	Percentage reduction in rural poverty in the targeted provinces of the Murat river watershed.	-	0	-	10%	Not available	10%	National Statistics; UNDP MDG/SDG Report; etc.	Baseline and completion	OGM with CEM	Government maintains and pursues pro-poor policies	Same
Development Objective Improved livelihoods and natural resources management in the upper catchment areas of the Murat watershed.	Percentage of HHs with improvement in Assets ownership index	-	0	-	30%	Not available	30%	Baseline and impact surveys	Baseline and completion	OGM with CEM		Same
	Percentage increase in the average annual income of targeted Households (head of HH disaggregated by gender)	-	0	-	40%		40%	Component reports	Baseline and completion	OGM with CEM		Same
Outcome 1. Environmental conscious community capable of planning and managing the use of natural resources	Percentage of households heads living in targeted micro catchment areas have participated in the negotiations of the development of project supported Micro Catchment Management Plans (MCPs)	-	0	-	30%	90%	90%	Project Progress Reports MTR	Annually	OGM with CEM	Existing village and OIM structures for decision-making allow establishing effective modalities for NRM co-management. Village communities and government staff interested in	%90

Results	Indicators					Progress 30/07/18	Revised target (with add. financing)	Means of Verification			Assumptions	Additional Target
	Name	C.I	Baseline	MTR	End Target			Source	Frequency	Respons- ibility		
											participating in NRM training and awareness activities • Sufficient land available and farmers interested in applying new technologies	
Outcome 2. Reduced erosion, improved vegetation and steady flow of water	Percentage increase in vegetative cover in targeted micro-catchment areas, in terms of Ha of vegetative cover	-	0	-	30%	10%	%30	Satellite images provided by ITU and analyzed by service providers contracted by the project	Annually	OGM	• Physical conditions (soil, rainfall) and management practices (fire wood collection, livestock rearing) adequate for soil and vegetation rehabilitation.	same
	Percentage reduction of soil erosion in targeted areas, calculated in tons/hectare/year,	-	0	-	20%	10 ton/hectare/year	20%	DSI and Project Sediment Measurement Stations in Project Provinces	Annually	CEM to collect the data from the contracted service providers		same
Outcome 3. Improved living conditions through supporting small-scale crop and livestock production on private land ¹	Percentage of persons/households reporting an increase in production	1.2.4	0	-	40%	25%	25% ²	Annual outcome survey	Annually	OGM with ORKOY	• Villagers demonstrate an interest and are willing to invest in new management practices	25%
	Percentage of persons/households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs	1.2.2	0	-	30%	16%	16% ³	Annual outcome survey	Annually	OGM with ORKOY		16%

² % of improvements would remain the same, while the number of beneficiaries will increase, therefore, the cumulative % would become lower

³ % of improvements would remain the same, while the number of beneficiaries will increase, therefore, the cumulative % would become lower.